

De : [Ministre](#)
À : [MSSS - Secrétariat administratif](#)
Objet : TR: 24 MS 00292-004 - Demande la révision et le renforcement de la réglementation sur la vente des saveurs de vapotage
Date : 14 août 2024 16:23:52
Pièces jointes : [Comm CCID - permis d'alcool v1.docx](#)
[PastedGraphic-2.tiff](#)

De : Michel Gadbois <mgadbois@convenienceindustry.ca>

Envoyé : 14 août 2024 13:16

À : Luc Boileau <luc.boileau@msss.gouv.qc.ca>

Cc : Ministre <ministre@msss.gouv.qc.ca>

Objet : Re: 24 MS 00292-004 - Demande la révision et le renforcement de la réglementation sur la vente des saveurs de vapotage

Avertissement automatisé : Ce courriel provient de l'extérieur de votre organisation. Ne cliquez pas sur les liens et les pièces jointes si vous ne reconnaissez pas l'expéditeur.

Monsieur Boileau,

À l'approche de la rentrée parlementaire du 10 septembre prochain, cela fera près de 10 mois que le règlement interdisant la vente de saveurs de vapotage est officiellement en vigueur et presque cinq ans depuis que ce processus a été initié au sein de la santé publique, sous la direction de la ministre de la Santé de l'époque, Madame Danielle McCann, qui avait demandé à votre prédécesseur, Monsieur Horacio Arruda, de formuler des recommandations pour encadrer plus strictement le vapotage.

Cependant, comme vous le savez, la situation actuelle sur le marché du vapotage au Québec est des plus préoccupantes. D'un côté, 5 000 dépanneurs respectent scrupuleusement le nouveau règlement, tandis que de l'autre, environ 400 boutiques spécialisées continuent de vendre des saveurs en toute impunité, sans que les inspecteurs puissent intervenir efficacement.

Cette situation inacceptable est source de frustration quotidienne pour nos membres, qui non seulement perdent des ventes substantielles chaque semaine, mais peinent également à comprendre pourquoi et comment votre ministère peut adopter des lois et règlements qui semblent si mal conçus, au point qu'ils peuvent être contournés sans conséquences.

Il est évident que la situation est aujourd'hui bien pire qu'avant l'entrée en vigueur du règlement, tant pour les dépanneurs qui se retrouvent pénalisés pour avoir respecté la loi que pour les jeunes que la santé publique tente de protéger. En effet, les produits de vapotage aromatisés auxquels ces derniers ont désormais accès sont souvent moins sécuritaires, car ils doivent fabriquer leurs propres mélanges, ce qui accroît les risques.

Nous ignorons le calendrier envisagé par le gouvernement pour remédier à cette situation, mais il est clair qu'il ne semble pas y avoir d'urgence au sein des instances gouvernementales. Cela nous pousse à sensibiliser la population et les élus sur l'existence de solutions pragmatiques, telles que l'exigence d'un permis d'alcool pour la vente de produits de vapotage. Veuillez trouver ci-joint, à ce sujet, un communiqué de presse que nous émettrons incessamment sur la question.

Cette nouvelle exigence d'un permis d'alcool nous semble être une solution juste, simple et efficace pour mettre fin aux pratiques délinquantes de certaines boutiques de vapotage. Le concept même de ces boutiques serait ainsi directement visé, rendant impossible la poursuite de leurs activités dans les conditions actuelles, sauf sous l'article 20.3.2, qui encadre strictement les points de vente de cigarettes électroniques spécialisés, excluant toute vente de saveurs.

Plutôt que de laisser l'industrie, le public, et les groupes concernés dans l'incertitude, il nous semble opportun que la santé publique réagisse rapidement en offrant au moins une idée des mesures envisagées pour corriger cette situation, ainsi qu'un calendrier d'action qui, espérons-le, permettra de voir une lumière au bout du tunnel. Le CCID propose des solutions concrètes. Il serait donc souhaitable que votre ministère réagisse à ces propositions ou présente d'autres alternatives, afin de démontrer que des progrès sont réalisés vers une solution durable.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur Boileau, l'expression de mes salutations distinguées.

Cordialement,

Michel Gadbois
Vice-président

cc: Christian Dubé, ministre de la Santé

Conseil Canadien de l'Industrie des Dépanneurs

Le 29 mai 2024 à 11:39, Luc Boileau <luc.boileau@msss.gouv.qc.ca> a écrit :

PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Bonjour,

Nous vous prions de bien vouloir prendre connaissance du ou des document(s) ci-joint(s) concernant le dossier mentionné en objet.

Veuillez recevoir mes salutations les plus respectueuses.



Luc Boileau
Directeur national de santé publique et sous-ministre adjoint
Ministère de la Santé et des Services sociaux
1075, chemin Sainte-Foy, 12^e étage
Québec (Québec) G1S 2M1
☎ 581 814-9100 # 62700
luc.boileau@msss.gouv.qc.ca